

Christophe Bourseiller et les « sociaux-barbares »

A la quinzaine d'ouvrages publiés ces dix dernières années par Christophe Bourseiller sont venues s'ajouter récemment les 546 pages d'une *Histoire générale de l' « ultra-gauche »* (Denoël, 2003). Il appartient d'abord à des historiens de se prononcer sur la valeur d'un livre d' « histoire » (« ce travail se veut avant tout un bilan historique », p. 19) consacré à un sujet dont l'auteur reconnaît en fin de volume l'inexistence : « L' « ultra-gauche » en tant que telle n'a jamais existé » (p. 502). Mais dans ce fourre-tout il est question de groupes et d'hommes qui, eux, ont bel et bien existé. D'autres acteurs de cette (micro-)histoire récente voudront sans doute relever, pour ce qui les concerne, les erreurs dont fourmille l'ouvrage. Ancien membre du groupe *Socialisme ou barbarie* (1949-1967), auquel est consacré tout un chapitre du livre (« Les « sociaux-barbares » », pp. 235-280, ainsi que de nombreuses allusions tout du long), je voudrais apporter un certain nombre de précisions.

En premier lieu, bien entendu, il faut rappeler que l' « ultra-gauche » comme telle est une pure fiction : « gau-chisme » ou « ultra-gauche » sont des termes polémiques qui permirent à Lénine, et plus tard à Trotski, de stigmatiser en bloc ceux qui osaient les critiquer « sur leur gauche ». Le fait qu'il soit arrivé à des gens issus de ces courants de les reprendre ne les rend pas pour autant légitimes : il n'y a pas de véritable « histoire générale de l' « ultra-gauche » » possible, comme il peut y avoir une histoire du bolchevisme ou de l'anarchisme, tout simplement parce que les divergences entre les courants politiques qui y sont présentés l'emportent souvent de beaucoup sur les points de convergence. Plus grave, à cette hétérogénéité irréductible des courants politiques vient s'ajouter un autre facteur, qui fausse irrémédiablement les perspectives : tout à son impressionnante accumulation de noms et de sigles, Bourseiller, et le lecteur avec lui, en vient à oublier que les 30 000 militants du KAPD allemand en 1921 et cinq ou six adolescents dans un café parisien à la fin du XX^e siècle, ce n'est vraiment pas du tout la même chose. Comprendre en quoi consiste la différence aurait demandé un autre livre. Un livre d'histoire, précisément. Et l'Histoire est ce que l'on cherchera en vain dans celui-ci : l'auteur ne fait jamais sentir, si ce n'est au travers de quelques lignes noyées dans son ahurissante accumulation de sigles, *qu'à certains moments* il y a eu des mouvements, des luttes et des enjeux réels, et autre chose que des militants et des théories. Il emploie mille fois le terme « conseilliste » mais ne réfléchit jamais sur le « conseil », terme qui ne désigne pas seulement une « idée », mais aussi une forme d'auto-organisation créée par la classe ouvrière, qui a été vue, par les uns, comme un organe collectif et démocratique de direction des luttes et comme cellule de base de l'autogestion généralisée et, par d'autres, à la suite des bolcheviques, comme simple instrument de la dictature du prolétariat soumis à la direction du parti révolutionnaire. (Peut-on imaginer divergence plus profonde que celle qui divisa là-dessus la prétendue « ultra-gauche » ?) Ce sont peut-être les inconvénients d'avoir « un goût certain pour la micro-histoire » (p. 500). Mais des chroniques et des micro-histoires, on peut aussi en fabriquer avec un minimum de sérieux. L'exposé de Bourseiller apporte des informations quand il a recopié la « bonne » source ou frappé à la bonne porte. Quand ce n'est pas le cas, il accumule les erreurs et les bourdes les plus invraisemblables, et cela malgré son « instinctive sympathie » (p. 18) pour son sujet. On se prend à rêver à ce qu'il aurait pu faire s'il avait été guidé par la malveillance...

En ce qui concerne *S. ou B.*, les erreurs sont nombreuses et les relever toutes ici serait lassant, Bourseiller se bornant visiblement à « coller » les unes à côté des autres des « informations » puisées aux sources les moins fiables, sans même réaliser qu'elles sont souvent contradictoires. Voici pourtant un petit florilège de formules que ceux qui connaissent la revue et le groupe autrement que par oui-dire trouveront particulièrement savoureuses : « *S. ou B.* s'inscrit de manière éclatante dans le prolongement de l'école germano-hollandaise (...). On ne l'écrira jamais assez. Le trotskisme s'impose dès l'origine comme la matrice privilégiée des gauches communistes. *S. ou B.* ne déroge pas à cette règle » (pp. 235-236) ; « *S. ou B.* est finalement un collectif assez hétérogène. On y croise des « bordiguistes », des conseillistes et des marxistes en recherche » (p. 243). Sur la correspondance avec Pannekoek : « Mais Castoriadis s'efforce d' « ensabler » la correspondance. Il néglige de répondre en temps et heure, « oublie » de communiquer les lettres aux autres militants » (p. 246). (Cette fable ridicule colportée par Cajo Brendel semble avoir la vie dure. Brendel avait pourtant fait amende honorable quelques années plus tard. Bourseiller s'en tient à la première version, ragots ou critiques dictés par une hostilité aveugle permettant de relever la sauce à peu de frais.) « Vers la fin des années cinquante, *S. ou B.* (...) est généralement considérée comme une honorable revue de gauche, dont les thèses modernistes sont parfois citées, reprises et commentées » (p. 250) ; « L'organisation de Castoriadis s'adresse encore et toujours [vers 1960] de façon prioritaire aux cénacles « ultra-gauche », qui deviennent de plus en plus nombreux » (p. 263) ; « Peut-on dire qu'à la même époque Castoriadis et ses amis arpentent les salons ? L'image est tentante mais semble un tantinet forcée. Il est visible que les « sociaux-barbares » sont, pour certains d'entre eux, de jeunes intellectuels en quête de visibilité, qui aimeraient conquérir une place dans le monde intellectuel » (p. 270). (On retrouve ici un thème qui vient tout droit de l'ouvrage de Philippe Gottraux, bon travail documentaire, certes, mais grevé d'interprétations systématiquement malveillantes et dont il faudrait s'occuper un jour en détail.) Mais encore : « ... les amis de Castoriadis ont toujours fait preuve d'une grande mansuétude à l'égard des mouvements de libération du tiers-monde » (p. 316). « Il faut rappeler que

jamais *S. ou B.* n'a véritablement pris position contre les syndicats, appelant plutôt à dégager des gauches oppositionnelles en leur sein » (p. 427).

Il y a bien plus grave. *S. ou B.* ne fut certainement pas un groupe sectaire, à moins d'appeler « secte » tout groupe de dimensions restreintes où les débats sont rudes : il se remit perpétuellement en question, ne chercha pas à créer de nouvelle orthodoxie, ne reconnut jamais de dogme ; il fut toujours prêt au débat, et en son sein d'abord, où les discussions furent toujours vives et approfondies et où jamais les textes de Castoriadis n'ont eu, comme il est dit ridiculement, « valeur de bulles » (p. 248). Mais ce fut certainement un groupe très isolé : on tend de nos jours à l'oublier et à juger de l'écho que pouvaient avoir les idées de la revue par l'importance que certains ont bien voulu lui reconnaître après. (Même s'il est vrai que, comme Castoriadis l'observait en plaisantant, le nombre de « faux membres » du groupe apparus après 1970 était tel qu'il aurait pu nous permettre de marcher en armes sur l'Elysée. Il n'est pas impossible que Bourseiller ait trouvé plus d'un informateur dans cette armée...) Or, si le groupe lutta contre l'isolement de toutes ses forces, Bourseiller fait des contacts avec tel ou tel courant organisé, politique ou intellectuel, une sorte d'activité permanente et fiévreuse, et tend à créer, dans une première partie de l'ouvrage, l'image d'un groupe extrêmement perméable : « Il s'agit en fin de compte d'une structure très souple. Un noyau se charge de la machine et du travail militant. Autour de cette cellule de base gravite une mouvance élastique et informelle. On peut librement participer aux réunions et intervenir dans les débats, sans pour autant se sentir membre » (p. 242). Voilà qui semble très clair, très « *S. ou B.* comme si vous y étiez » ; un gros inconvénient pourtant : c'est tout simplement faux. Des lecteurs, des sympathisants, oui ; mais ce fut un groupe où la frontière entre l'intérieur et l'extérieur était toujours clairement établie. Il n'y a jamais eu de « mouvance social-barbare » ; ni avant 1967, ni après. Mais pourquoi diable Bourseiller veut-il faire croire que *S. ou B.* était un groupe aux contours mal définis ? Le lecteur trouvera la réponse cent pages plus loin.

Ignorance, malveillance, superficialité irrémédiable ? Bourseiller invente justement une mouvance d'une nature très particulière après 1967. Là, nous avons affaire à un véritable *faux* historique, dont l'attribution à *S. ou B.* d'un mode de fonctionnement qui ne fut jamais le sien ne donnait qu'un avant-goût. Il sera continuellement question de cette nouvelle entité dans la dernière partie du livre. Il s'agit (l'aviez-vous deviné ?) de l'entourage (affidés, amis ou amis-ennemis) de Pierre Guillaume. (On ne présente pas Pierre Guillaume, l'« inventeur », comme on dit des chasseurs de trésors, de Faurisson – et qu'il ne faut surtout pas confondre avec ce membre de *S. ou B.* qui signait *Philippe Guillaume*, un contemporain de Castoriadis et de Lefort, dont la contribution à la vie du groupe fut appréciable.) Bourseiller décline ou assène imperturbablement à longueur de pages, comme une évidence, cette contre-vérité : les ex-« sociaux-barbares », ce sont les amis de Pierre Guillaume, et les amis de Pierre Guillaume, ce sont les ex-« sociaux-barbares ». Qu'on en juge : « Les ex-“sociaux-barbares” sont livrés à eux-mêmes et représentent des poussières de groupuscules » (p. 417) ; « les anciens compagnons de Castoriadis » (ibid.) ; « les derniers rejetons de la postérité “social-barbare” s'enfoncent dans la boue » (p. 439) ; « les héritiers de *S. ou B.* » (p. 445) ; « lorsque certains “enfants” de *S. ou B.* se convertissent au “révisionnisme” et entraînent dans leur sillage de nombreux cercles. » (p. 470) ; « les groupes “modernistes” issus de *S. ou B.* » (p. 485) ; et la liste n'est pas exhaustive. Le contexte ne laisse aucun doute sur l'identité de ceux que l'on désigne ainsi : il s'agit de la petite bande qui gravita autour de Guillaume et de ses avatars. Dans la bibliographie, p. 510, les choses deviennent parfaitement claires : à la rubrique « *Socialisme ou barbarie* et sa descendance », Castoriadis, Lefort, Mothé ou Simon côtoient Barrot, Guillaume, Thion... et Faurisson. Mais le sommet de la contre-vérité diffamatoire avait déjà été atteint par cette phrase : « Sans doute faut-il méditer le fait que les trois quarts des militants issus de la mouvance “sociale-barbare” se laissent convaincre en quelques mois [par Pierre Guillaume] et adoptent à leur tour le discours “révisionniste” » (pp. 439-440). Le fait que des gens se réclamant de l'émancipation de la classe ouvrière et de mille autres objectifs non moins honorables en soient venus à faire de la négation de l'existence des chambres à gaz la principale raison de leur existence politique et à se commettre avec des néonazis qui ne se cachent pas de l'être, mérite certainement d'être médité. Que nous ayons là affaire à des « rejetons », « héritiers », etc. de *S. ou B.* est une ineptie (chez la plupart de ceux qui la profèrent) ou une infamie (chez d'autres, qui s'efforcent de discréditer ainsi un courant qui les gêne) qui repose entièrement sur *un* fait, que nous regrettons profondément mais auquel nous n'attribuons pas plus de signification politique qu'à une éventuelle présence de Jack l'Eventreur dans une section des Trade Unions britanniques (encore un beau sujet de recherche historique pour notre ami Bourseiller). Il s'agit, bien entendu, du passage de Pierre Guillaume à *S. ou B.* Un jeune homme de 19 ans entre à l'automne 1960 au groupe. Il en repartira à l'été 1963. Il n'écrira jamais une ligne dans la revue. Sur cette seule pierre – il est *faux*, par exemple, que Jean-Gabriel Cohn-Bendit ait fait partie du groupe – repose toute la pyramide inversée d'« enfants », « rejetons », etc., que bâtit Bourseiller. Ceux qui prirent Guillaume au sérieux des années plus tard et mirent vraiment trop longtemps à se rendre compte de ce qu'il était devenu ont voulu faire croire qu'il avait une véritable envergure intellectuelle, comme pour se faire ainsi pardonner leur énorme méprise. Le jeune Guillaume ne fut à *S. ou B.* qu'un individu à l'équilibre psychologique douteux, toujours regardé avec une certaine inquiétude par ses camarades. En bon mythomane, il a voulu faire croire qu'il y avait joué un rôle. Des naïfs l'ont cru sur parole. Quant aux « armes théoriques » dont certains ont voulu le créditer, elles étaient à l'époque vraiment dissimulées, bien que ce fût déjà un intarissable bavard.

Mais n'y a-t-il pas alors, dira-t-on, des influences, une filiation intellectuelle ? Que va-t-il trouver, le lecteur qui aura le courage de se plonger dans les publications de ces groupes négationnistes ou tentés par le négationnisme (*seize* mentionnés pp. 449-450), dont la prolifération (il s'agit de quelques dizaines de personnes scissionnant sans cesse) peut méduser un Bourseiller mais ne doit pas faire illusion ? Des variations sans fin sur l'opposition entre deux abstractions qu'on appelle le Capital et le Prolétariat, agrémentées du récit des aventures de la loi de la valeur et de la baisse du taux de profit et d'un peu de géopolitique de comptoir ; bref, toute une logomachie laissant échapper les neuf dixièmes du réel et travestissant l'autre dixième, avec laquelle *Socialisme ou barbarie* avait radicalement rompu, malgré le poids indiscutable de la tradition marxiste dans les premières années de la revue, avant de rompre avec le marxisme lui-même. Leurs querelles ne concernent en rien l'héritage de *S. ou B.*, groupe dont par ailleurs ils ne se sont pas autrement occupés (si ce n'est un certain Dauvé, dit Barrot, qui n'y a jamais mis les pieds), *sauf* pour en dénoncer l'abandon du marxisme ou les positions autogestionnaires...

L'alliance, sur le terrain du négationnisme, de certains groupes se réclamant d'une sorte d'intégrisme « marxiste » et de groupes néo-nazis ou liés à l'extrême droite traditionnelle (qui restent, on semble parfois l'oublier, le principal vecteur du négationnisme) est un phénomène où psychopathologie et détour tortueux de l'antisémitisme se mêlent étroitement au délire politique. C'est également un phénomène, aussi scandaleux soit-il, qui doit être ramené à ses justes proportions : il ne concerne nullement une majorité ni même une partie importante de n'importe lequel des courants que Bourseiller range dans l'« ultra-gauche ». Là-dessus l'auteur louvoie, insinue, se reprend, dit tout et son contraire, sans qu'il soit facile de décider s'il y a volonté de nuire ou pure et simple sottise. Mais il présente comme une évidence, en conclusion de son ouvrage, cette « explication » de la quasi-disparition du courant « ultra-gauche » : « L'adoption par les "modernistes" des thèses niant le génocide nazi a complètement ruiné le capital de sympathie engrangé dans les milieux intellectuels. Le courant conseilliste, qui passait pour lucide et novateur, s'est retrouvé subitement au coude à coude avec l'extrême droite la plus nauséabonde » (p. 512). « Modernistes » ? Le terme fera hurler de rire ceux qui ont eu le triste privilège de connaître Pierre Guillaume ou ses amis. Ici, une fois de plus, on hésite : confusion mentale, insinuation calomnieuse ? Quelqu'un d'autre est-il visé ? Le « courant conseilliste » : sur cent (ou mille, peu importe) militants « conseillistes », combien de négationnistes ? Mais admirons le procédé : ce discrédit, que Bourseiller affecte de constater avec regret, il y contribue tant qu'il peut par ses à-peu-près et ses amalgames.



Qu'il n'y ait pas une ligne, dans les pages de *S. ou B.*, qui permette de parler d'héritage ou d'une quelconque filiation, que tout dans cette revue ait été non seulement radicalement étranger à ce naufrage politique, intellectuel et moral, mais la négation même de ce que les négationnistes représentent, cela n'a pas à être démontré : il suffit de lire. Restent – ici, nous revenons en arrière, et oublions tout à fait Bourseiller – des questions de fond qui furent soulevées il y a une vingtaine d'années, parfois (pas toujours, certes) par des auteurs bien informés et de bonne foi. N'y a-t-il pas, dans la présentation qui avait été faite dans les premières années de *S. ou B.* de la Seconde Guerre mondiale comme une étape dans le processus de concentration du capital et comme un conflit entre groupes impérialistes, et dans la critique correspondante d'une certaine idéologie « anti-fasciste », une façon d'ignorer la spécificité de l'hitlérisme ? L'alternative socialisme ou barbarie ne revenait-elle pas, comme l'écrivit Alain Finkielkraut, à exclure « du possible ou du concevable une barbarie planifiée dont le prolétariat ne soit pas la victime » (*L'Avenir d'une négation*, Paris, Seuil, 1982, p. 43) ? Ces questions mériteraient une réponse approfondie. Quelques remarques seulement. Rappelons d'abord que, bien entendu, la présentation de la Seconde Guerre mondiale comme un conflit entre impérialismes (ce qu'elle fut sans aucun doute *aussi*) n'était aucunement une position exclusive de *S. ou B.*, qu'elle a été commune à de nombreux groupes de l'extrême gauche et aux trotskistes et stalinien au début de la guerre, avant l'attaque allemande contre l'URSS. Que certains groupes ou militants se soient trompés au début du conflit sur ce qui était véritablement en jeu, et qu'à *S. ou B.* même, un peu plus tard, il y ait eu dans un premier temps une réflexion insuffisante sur les transformations que des siècles de luttes avaient réussi à introduire dans les sociétés occidentales, et donc sur ce qu'il y avait effectivement à défendre en 1939 (quant aux moyens de le faire, c'est une toute autre histoire), cela ne fait aucun doute.

Mais revenons sur ces années noires, bien avant la naissance de *S. ou B.*, période terrible à propos de laquelle certains, et pas seulement Bourseiller, parlent aujourd'hui avec beaucoup d'assurance, comme si rien n'était plus facile que de porter un jugement sur ce que firent les uns et les autres, et distribuer bons et mauvais points. Il a pu y avoir, certes, de lourdes erreurs d'appréciation à cette époque, parmi des groupes ou des militants isolés et, ne l'oublions pas, souvent persécutés. (Le parallèle avec 14-18, par exemple, et la reprise du thème du « défaitisme révolutionnaire » négligeaient le fait qu'il était dans la nature même du régime totalitaire de rendre pratiquement impossible ce défaitisme.) Mais dire qu'on ne peut pas établir d'équivalence entre les camps ne dicte pas automatiquement une conduite à suivre. Il ne faudrait pas, pour ce qui est des moyens de lutte choisis, porter un jugement expéditif sur des hommes qui, s'ils avaient été tentés de rejoindre les « fronts » antifascistes, auraient eu de fortes chances de se faire assassiner par les stalinien – et, dans de nombreux cas, l'ont effectivement été. Car les choix

qui s'offraient en 1939 à ces militants étaient singulièrement restreints. Les uns essayèrent, en songeant à l'avenir, de sauvegarder ce qui pouvait l'être et de maintenir coûte que coûte une continuité historique : réseaux, échanges d'analyses, activités de propagande, fussent-elles limitées – leur contribution à la lutte armée ne pouvant être, en tout état de cause, que négligeable. D'autres, isolés, ne pouvaient songer qu'à survivre : ce furent souvent, on ne veut plus le savoir, des hommes doublement traqués (ou triplement, car les juifs étaient nombreux dans leurs rangs). D'autres ont pu estimer enfin qu'il n'y avait d'autre choix que de participer, quand c'était possible, à la lutte armée des divers groupes de résistance ou avec les forces alliées ; mais c'était bien entendu un choix individuel qui supposait de renoncer d'avance à toute activité politique indépendante. Et on voit bien là quel est le fond du problème : l'histoire avait réduit ces hommes à un état d'isolement tel qu'ils furent acculés à des choix qui étaient purement individuels et non pas *politiques*. Non que ces choix n'eussent pas été dictés par des considérations politiques, mais il ne s'agissait plus de décisions débouchant sur des actions collectives pouvant peser d'une façon quelconque sur le cours des événements. (Les minorités révolutionnaires qui ont survécu en Europe au cours du dernier demi-siècle se sont d'ailleurs trouvées de façon récurrente dans de telles situations.) Avec cela, il y eut de lourdes erreurs commises, nous l'avons dit. Moins terribles, et moins criminelles, que celles (mais s'agit-il encore d' « erreurs » ?) de tant d'autres acteurs de l'époque, y compris dans le camp « antifasciste ».

« Comment pouvait-on dénoncer l'antifascisme, à l'heure de la Shoah ? », se demande gravement Bourseiller (p. 15), avec ce qu'il faut bien appeler un don supérieur pour tout mélanger. L'heure de la Shoah n'avait pas encore sonné, et là-dessus ces militants partagèrent la cécité – ou tout simplement le manque d'information – de tout le monde. Mais les persécutions antisémites d'avant-guerre, dira-t-on ? Avait-on pris toute la mesure de leur importance ? Il est vrai qu'elles ne furent souvent vues que comme un aspect négatif parmi d'autres d'un régime social en décomposition, le capitalisme ; un aspect particulièrement haïssable, sans doute, mais n'exigeant pas de réflexion particulière. Sur 200 000 prisonniers peut-être dans les camps nazis en 1939, il y avait certainement beaucoup de juifs ; mais ces juifs étaient souvent là en tant que militants sociaux-démocrates, communistes ou libertaires de diverses obédiences. Répression et persécution semblaient être partout. Il est facile pour nous de dire, avec le recul du temps, que les militants des groupes d'extrême gauche, et les marxistes « radicaux » en particulier, n'avaient pas compris la profondeur de ce qui est en jeu dans les sentiments identitaires ou « nationaux », dans un monde où d'autres repères disparaissent ou se brouillent. Les limites de l'univers mental dans lequel vivaient ces hommes peuvent sembler maintenant évidentes. Mais tout, dans cet univers, était-il également critiquable ? Il est vrai par exemple qu'il ne serait pas venu à l'esprit des juifs nombreux dans ces groupes de se compter, comme il eût semblé incongru aux autres de les compter : faut-il vraiment le regretter ? Il fut un temps où « internationaliste » n'était pas devenu un synonyme d' « obéissant aveuglément aux ordres qui viennent de Moscou », et ces hommes furent souvent guidés par l'idée qu'il peut y avoir des causes et des intérêts supérieurs à l'intérêt « national » (est-ce donc devenu tellement extravagant, de nos jours ?) ; c'est d'ailleurs ce qui dicta, et c'est tout à leur honneur, leur refus de céder à l'exploitation cynique du chauvinisme et de la passion nationaliste par les PC durant la guerre. Et quand même auraient-ils été plus lucides que d'autres sur ce qui attendait les juifs européens, quand même auraient-ils pressenti la catastrophe, qu'auraient-ils pu faire ? Etre « anti-fascistes », parbleu, dirait Bourseiller, ou du moins ne pas critiquer l' « antifascisme ». Comme c'est simple... On pouvait, bien entendu, avoir en 1939 de nombreuses et excellentes raisons de souhaiter la défaite de l'Axe et de décider d'y contribuer d'une façon ou d'une autre. Mais la sauvegarde des populations juives d'Europe ne fut jamais un objectif prioritaire des mouvements de résistance « antifascistes », fussent-ils ou non contrôlés par les PC (même si, çà et là, ils ont pu effectivement sauver des juifs). Et ce ne fut en tout cas jamais un objectif prioritaire (et c'est sans doute un euphémisme) de l'état-major allié. Les voies de chemin de fer menant aux camps – ces instruments essentiels du système d'extermination – ne furent pas bombardées. Les rapports entre la solitude des juifs d'Europe en ces heures terribles et l' « antifascisme » sont sans doute moins simples que ne le croit Bourseiller...

Et d'ailleurs, quand on parle d' « antifascisme », de quoi parle-t-on ? De la nécessaire lutte à mort contre tout ce que le fascisme a pu représenter ? Ou de la ligne politique dite « antifasciste » que les PC ont appliquée par intermittence pendant des décennies ? En tout état de cause, celle-ci devrait pouvoir être discutée, d'un point de vue politique et historique, sans que l'on risque de se faire accuser d'une quelconque indulgence à l'égard du fascisme. Il est vrai que dans les années 1980 certains historiens proches de feu l'euro-communisme essayèrent de se trouver des ancêtres « présentables » et de réécrire l'histoire en inventant un « autre » communisme dont les diverses phases d' « union antifasciste » des PC auraient fait partie. Un mythe, bien entendu. L' « antifascisme » des PC fut pour l'essentiel une stratégie visant à la fois à liquider, comme en Espagne en 1936-39 (qu'on relise Bolloten), les mouvements révolutionnaires qui échappaient au contrôle stalinien et à camoufler, sous l'invocation de la « défense de la démocratie », une tentative de prise du pouvoir, c'est-à-dire de destruction de toute forme de démocratie. Curieuse idéologie à éclipses dont les drapeaux étaient rangés ou sortis des tiroirs selon les besoins de la politique de Staline, et qui a en plus d'une occasion facilité considérablement la tâche du Guépéou, le bruit des slogans scandés couvrant efficacement celui des fusillades. (Et s'il est arrivé à des amis d'Amadeo Bordiga, de Karl Korsch ou même de Pierre Guillaume d'écrire des phrases toutes semblables, nous nous en moquons, tout comme nous n'aurions pas hésité à exprimer notre accord avec le camarade Staline s'il lui était arrivé un jour de

dire, comme Hegel, que la mer, « c'est beau ».) Ce mythe, on a voulu dans certains milieux le mettre à l'abri de toute critique, et tous les coups ont semblé parfois permis.

Rappelons enfin, pour revenir à *S. ou B.*, que l'absence de prise en compte de ce qu'il y avait de spécifique dans les persécutions raciales durant la guerre que l'on trouve dans les premiers numéros de la revue, et qui peut surprendre le lecteur d'aujourd'hui, n'a précisément – hélas, pourrait-on dire – rien de spécifique : ce n'est que le reflet de l'absence de compréhension du sujet que l'on trouve malheureusement dans toute la tradition marxiste, « antifascistes » compris ; ou plutôt : *surtout* chez les « antifascistes », où pendant très longtemps une victime juive ne fut certainement pas un juif, mais une « victime du nazisme ». Il ne faut pas passer trop rapidement des années 1940 ou 1950 aux années 1980, et oublier le temps qu'il fallut – à tout le monde – pour donner toute sa place à certaines réalités, pour admettre le caractère irréductible à toute explication « fonctionnelle » des grands massacres du siècle, et en particulier – non pas unique, certes, mais singulier entre tous – de la Shoah. (N'oublions pas, d'ailleurs, que si nazisme et fascisme venaient de disparaître en 1945, le stalinisme restait et étendait même son emprise sur une bonne partie de l'Europe. Il est normal que, en ce qui concerne la réalité totalitaire, le groupe *S. ou B.* ait eu surtout à se définir, théoriquement et pratiquement, non pas par rapport au passé mais par rapport à l'actualité du stalinisme en URSS.) De tout cela, on pourrait longuement débattre, car ce sont des questions qui renvoient à toute l'interprétation du siècle écoulé. Mais il ne faudrait pas perdre plus de temps à discuter des « re-jetons » et de la « descendance » de *S. ou B.* inventés par Bourseiller.

Voilà qui est sans doute vrai, dira-t-on, mais fallait-il seulement en parler ? Faut-il vraiment s'indigner, de nos jours, devant la superficialité, l'ignorance, l'irresponsabilité ? Malheureusement, les milliers de pages déjà comises sur divers sujets par Christophe Bourseiller vont, c'est probable, en faire – s'il ne l'est déjà – un « expert » aux yeux de certains, et son ouvrage risque de devenir une « référence » (!) pour de jeunes lecteurs qui découvrent tout de cette histoire. Alors, il faut le dire clairement : cette compilation journalistique hâtive est dépourvue de toute valeur et de tout intérêt.

Enrique Escobar

Bien que n'adhérant pas forcément à chaque formulation de ce texte, d'autres anciens membres du groupe S. ou B., consultés, ont tenu à s'associer à cette protestation :

Helen Arnold ; Daniel Blanchard (« Canjuers ») ; Daniel Ferrand (« Galois ») ; Georges Petit (« Michel ») ; Jacques Signorelli (« Garros »).